

BREVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

N° 05 – du 26 janvier au 2 février 2023

ZOOM SUR : LES EXPORTATIONS D'HYDROCARBURES EN ÉGYPTÉ

La demande croissante de gaz en Europe, la hausse des importations de gaz en provenance d'Israël et les efforts de rationalisation de la consommation locale ont vu les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Égypte augmenter de 7 % en volume sur l'année 2022. Après une décennie de baisse, les exportations d'hydrocarbures (41,4 % des exportations totales, +11 points) sont en hausse de 109 % en valeur à 18 Mds USD sur l'exercice 2021/22. Dans le même temps, les importations d'hydrocarbures sont également en forte hausse de 57,4 % à 13,5 Mds USD. Ainsi la balance énergétique n'est plus déficitaire, passant d'un solde de -6,7 M USD en 2021/20 à 4,4 Mds USD d'excédent sur l'exercice 2021/22.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,4 MDS\$

EXCÉDENT DE LA BALANCE
ÉNERGÉTIQUE ÉGYPTIENNE
EN 2021/2022

La production locale de gaz naturel en Égypte étant en baisse (du fait notamment du plafond de production mis en place dans le champ gazier de Zohr en raison d'infiltrations), l'Égypte a accéléré les importations de gaz en provenance d'Israël à partir du 2^{ème} semestre de l'exercice pour maintenir le niveau des exportations et répondre à la demande mondiale (avant de redescendre durant l'été, qui correspond au pic de la demande intérieure tant en Égypte qu'en Israël). Cela a permis à l'Égypte de maintenir ses exportations à un niveau relativement élevé.

Dans le même temps, l'Égypte a réduit sa consommation de gaz domestique en le substituant au fioul pour l'approvisionnement des centrales thermiques, libérant davantage de gaz pour l'exportation. La consommation de fioul a quadruplé pour atteindre près de 120 000 b/j sur les onze premiers mois de l'année civile 2022, son plus haut niveau depuis cinq ans. La consommation de gaz a ainsi chuté de 7 % en glissement mensuel en septembre 2022 (5,916 Mds de pieds cubes par jour), le chiffre le plus bas enregistré pour ce mois depuis 2016. De même, le gaz utilisé pour la production d'électricité est à son niveau le plus faible depuis, chutant de 10 % en glissement mensuel (environ 3 Mds de pieds cubes par jour)

Alors que l'Asie était la principale destination des exportations égyptiennes de GNL, la demande de gaz en Europe pour remplacer les approvisionnements russes a vu la région prendre la place de principale destination des exportations de GNL pour 2022. Sur l'année, 69 % (4,96 M de tonnes) du GNL égyptien était destiné à l'Europe et à la Turquie, qui joue le rôle de plaque tournante pour l'approvisionnement notamment pour les pays d'Europe du sud-est, tandis que seulement 27 % (1,89 M de tonnes) est destiné à l'Asie. Après une excellente fin d'année 2021, la Turquie a confirmé sa place de première destination pour 2022, avec 1,57 M de tonnes, suivie de l'Espagne avec 1,02 M de tonnes, et de la Corée du Sud avec 840 000 tonnes.

Service Économique du Caire



RETOUR SUR : LA MISSION DU MEDEF EN ISRAËL ET DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS (21-25 JANVIER)

Le Président du MEDEF, M. Geoffroy Roux de Bézieux, a conduit une mission de 18 entreprises en Israël et dans les Territoires palestiniens du 21 au 25 janvier. La dernière mission de ce type avait eu lieu il y a plus de six ans. L'intérêt économique porté à Israël et aux Territoires palestiniens par le MEDEF et le MEDEF International était centré sur les projets **d'infrastructures, notamment de transport**, y compris dans leur composante ingénierie et études. L'ensemble de la filière française de la mobilité est en effet engagée dans plusieurs programmes de transports ferroviaires en Israël. Le pays investit massivement dans le développement de son réseau ferré, dans l'extension de ses réseaux urbains (tramway et métro) et devrait développer le système des concessions et péages. De même, côté palestinien, les entreprises françaises sont particulièrement actives dans le domaine solaire et dans celui de l'eau. La visite du Medef a permis d'ouvrir des possibilités intéressantes s'agissant des infrastructures routières, de la gestion des déchets et, plus généralement, des plans régulateurs urbains. Elle a aussi permis un dialogue fructueux avec les acteurs du développement, très présents en Cisjordanie et à Gaza.

Le second volet de la mission s'ouvrait sur **l'innovation**. La visite du Technion de Haïfa a été particulièrement utile pour des entreprises qui apprécient le mariage réussi entre le monde de la recherche la plus avancée et le monde économique. La formation d'un pôle universitaire spécifique consacré au développement durable permet aussi une approche transversale alliant notamment électronique, secteur médical, secteur énergétique et mobilité. Côté palestinien, la mission a assisté à une série de présentations d'entreprises innovantes incubées par la Bank of Palestine. Son Président-directeur général, Hashim Shawa, a rappelé le haut niveau de formation des jeunes palestiniens, et leur capacité à s'ouvrir à l'international, et au Golfe en particulier.

Service Économique de Jérusalem et Service Économique de Tel Aviv

REGION

VISITE DE L'AMBASSADEUR PIERRE DUQUESNE EN ÉGYPTÉ, EN JORDANIE ET AU LIBAN.

L'Ambassadeur chargé de la coordination du soutien international au Liban, M. Pierre Duquesne, a effectué cette semaine une visite en Égypte, en Jordanie puis au Liban. Ce déplacement a permis d'avancer avec les parties prenantes du projet régional d'interconnexion énergétique, qui comprend deux volets : **(i)** l'acheminement de gaz depuis l'Égypte à la centrale libanaise de Deir Ammar ; **(ii)** la fourniture d'électricité produite en Jordanie. En cas de réalisation de ce projet (et la poursuite des achats de fuel sur les marchés), Électricité du Liban (EDL) pourrait servir jusqu'à 8 à 10 heures d'électricité par jour, contre pratiquement zéro actuellement. Afin de financer les premiers approvisionnements en gaz, un prêt de la Banque Mondiale de 300 M€ est envisagé, avec pour conditionnalités préalables le lancement des réformes dans le secteur de l'électricité.

ÉGYPTÉ

1. LE FMI REVISE À LA BAISSÉ SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE DU PIB DE L'ÉGYPTÉ.

[Lors de la dernière publication de ses perspectives de l'économie mondiale](#), le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie égyptienne à 4 % sur l'exercice budgétaire 2022/23 (juillet à juin), soit une

baisse de 0,4 point par rapport à ses prévisions précédentes du mois d'octobre. Les prévisions du Fonds rejoignent ainsi celles des autorités égyptiennes qui estimaient en novembre que la croissance atteindrait 4 %, tandis que la Banque Mondiale s'attend à une croissance de 4,5 % et l'agence de notation Fitch de 4,4 %. Le FMI prévoit quant à lui une croissance économique de 5,3 % sur l'exercice suivant 2023/24.



2. S & P MAINTIEN LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTÉ A « B » AVEC UNE PERSPECTIVE STABLE.

L'agence de notation S & P estime que le soutien financier du FMI et des pays du Golfe permettra à l'Égypte de répondre à ses importants besoins de financement externe, évalués à environ 17 Mds USD sur l'exercice 2022/23. L'agence de notation décompose le besoin de financement de 13 Mds USD pour le déficit courant et de 4 Mds USD pour le remboursement de la dette souveraine. La grande partie des entrées de devises proviendront des investissements directs à l'étranger (IDE). Selon S&P le pays pourra en effet compter sur les IDE à hauteur d'environ 10 Mds USD sur l'exercice en cours. Ce montant s'ajoute aux 6 Mds d'USD de nouveaux emprunts extérieurs. L'agence s'attend également à ce que l'inflation se résorbe progressivement et que la Banque Centrale maintienne un taux de change flexible. S&P estime que la croissance économique moyenne sur les trois prochains exercices atteindra 4 %, tirée par les secteurs de la construction et de l'énergie.

3. DEGRADATION DE LA NOTE DE L'ÉGYPTÉ AU CLASSEMENT DES « RISQUES PAYS » DE L'OCDE.

[La notation OCDE « risque pays » de l'Égypte s'est dégradée passant de 5 à 6](#) à l'issue de la dernière réunion du groupe des experts risque-pays de l'OCDE, qui s'est tenue les 25 et 26 janvier, consacrée aux pays des zones Europe de l'Est, Afrique du Nord et Moyen-Orient. La classification des risques pays est notamment utilisée pour fixer les taux de prime de risque minimums applicables aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Plusieurs fois par an, un groupe constitué d'experts en risques pays des organismes de crédits à l'exportation se réunit pour actualiser les classifications des risques pays.

4. APUREMENT DES STOCKS DE MARCHANDISES IMPORTEES DANS LES PORTS EGYPTIENS.

Selon une déclaration du Premier Ministre Moustafa Madbouly, le stock de marchandises importées accumulés dans les ports égyptiens ces derniers mois a été résorbé. Selon le Premier Ministre, le niveau de marchandises dans les ports est revenu au niveau d'avant février 2022 (date de la mise en place du recours obligatoire aux lettres de crédits pour le paiement des importations). Les usines du pays fonctionnent désormais à pleine capacité et disposent de réserves de matières premières

suffisantes pour un à deux mois selon le Premier Ministre.

IRAK

1. VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE EN FRANCE.

À l'invitation du Président de la République Française, le Premier Ministre irakien al-Soudani s'est rendu en France les 26 et 27 janvier 2023. Sur le plan économique, cette visite a permis de réaffirmer la volonté partagée de renforcer les liens entre les deux pays, notamment dans le secteur de l'énergie et des transports. En marge de sa visite officielle, le Premier Ministre et sa délégation ont participé à une table ronde organisée par le MEDEF International, à laquelle une trentaine de sociétés françaises étaient présentes (secteur infrastructures, transports, énergies, bancaire, défense, etc...). À noter que pour soutenir les grands projets français en Irak, la partie française a confirmé lors de cette visite son engagement à prolonger la facilité de crédit export d'un montant d'1 Mds€ (prêts du Trésor et assurance-crédit BPI AE). Enfin, un protocole d'accord a été signé entre l'Agence française de lutte contre la corruption (AFA) et la Commission d'intégrité irakienne pour renforcer la coopération bilatérale en matière de lutte contre la corruption.

[Communiqué conjoint à l'issue de la visite en France du Premier ministre de la République d'Irak, Mohammed Chia AL-SOUDANI. | Élysée \(elysee.fr\)](#)

2. ADHESION DE L'IRAK AU « GROUPE EGMONT ».

La Banque Centrale irakienne (BCi) a annoncé l'adhésion de l'Irak au « Groupe Egmont » (forum d'échanges opérationnels entre cellules de renseignements financiers). Celui-ci vise à améliorer la coopération dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à mettre en place des programmes d'échanges et de formation permettant d'améliorer l'expertise des cellules de renseignements financiers et à favoriser la mise en œuvre de programmes nationaux. Cette nouvelle s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la lutte anti-corruption en Irak, dont le Premier Ministre a fait une de ses priorités, suite au scandale qui a touché la banque publique Rafidain fin octobre 2022. À noter que selon l'Indice de Perception de la Corruption 2022, publié par *Transparency international* en début de semaine, l'Irak se situe à la

157^{ème} place sur 180 pays avec un score médiocre de 23/100, soit le même qu'en 2021.

3. RENFORCEMENT DE LA LIGNE MARITIME INDIA GULF SERVICE 1.

L'Autorité portuaire saoudienne a annoncé l'ajout du port commercial saoudien de Jubail à la ligne maritime *India Gulf Service 1* (IG1) du transporteur maritime allemand Hapag-Lloyd (5^{ème} compagnie de transport maritime par conteneurs). À partir du 12 février, la nouvelle rotation hebdomadaire fera ainsi escale dans les ports de Jebel Ali (EAU) - Karachi (Pakistan) - Mundra (Inde) - Sohar (Oman) - Jebel Ali (EAU) - Shuaiba (Koweït) - Umm Qasar (Irak) - Jubail (Arabie Saoudite) - Jebel Ali (EAU). Trois porte-conteneurs d'une capacité moyenne de 2 400 EVP seront déployés sur cette ligne.

IRAN

1. BAISSÉ DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE.

D'après Tankertrackers.com, le volume des exportations de pétrole aurait été ramené de 1,46 Mb/j en décembre 2022 à 1,24 Mb/j en janvier 2023, soit une baisse de 15,3% sur un mois, et un niveau presque stable sur un an. Les raffineries chinoises représenteraient 91% des enlèvements sur la période, dont 950 000 b/j de brut et 185 000 b/j de condensats de gaz naturel. La Syrie aurait reçu 2,4 Mb transportés par un VLCC assisté d'un Aframax, afin de ne pas dépasser le tirant d'eau maximal du canal de Suez. Le léger reflux des exportations s'explique par des difficultés à charger les cargaisons au terminal de Kharg (Golfe persique), en raison de tempêtes récurrentes en cette saison, et par la baisse cyclique des enlèvements chinois aux abords du nouvel an lunaire.

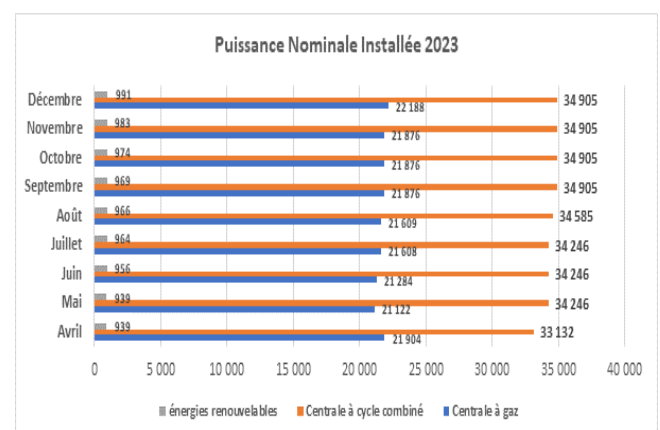
2. NOUVEAUX IDE EN IRAN.

D'après Ali Fekri, le Président de l'Organisation pour l'investissement économique et l'assistance technique d'Iran (OIETAI), la valeur des nouveaux investissements entrants depuis la prise de fonctions du gouvernement Raïssi, en août 2021, s'élèverait à 8,9 Mds\$ pour les flux d'investissement « approuvés », dont 4,8 Mds\$ pour les flux d'investissement « commencés » et 1,1 Md\$ de flux d'investissement « annulés » en raison du « manque de suivi des parties étrangères ». Ces montants seraient 2,5 fois supérieurs à ceux constatés lors de la dernière année du second mandat Rouhani. Le

premier investisseur sur la période serait la Russie (2,7 Mds\$, 56,3% du total) grâce à deux projets pétroliers, suivie des E.A.U., de la Turquie, de la Chine et de l'Afghanistan. Les modalités d'entrée de ces investissements, qui mélangent investissement direct et de portefeuille, seraient « en partie » via des lignes de production, des équipements et des machines, « en partie » en espèces ou avec l'aide de bureaux de change, et « un petit montant » serait transféré par des banques. À noter que les investissements directs « effectifs » de la Chine ne seraient que de 250 M\$ disséminés dans 25 projets dans l'industrie, les transports et la logistique, très loin des 400 Mds\$ annoncés en marge de la signature du Pacte de coopération stratégique, en mars 2021. L'un de ces investissements serait une usine de ferromanganèse à Eslâmâbâd-e Gharb (Kermânchâh) qui viserait à réduire les importations de manganèse depuis l'Iran. Enfin, la loi sur les investissements étrangers en Iran (FIPPA) aurait été récemment modifiée pour permettre à toute personne investissant plus de 300 000 \$ dans le pays d'importer jusqu'à 3 véhicules étrangers, par dérogation à l'interdiction en vigueur depuis 2018.

3. HAUSSE DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ.

Selon le ministère de l'Énergie, au cours des huit premiers mois de 2022/2023, la consommation d'électricité est passée de 217 402 à 223 081 M Kwh (+3% en glissement annuel), les secteurs industriel et domestique comptant pour, respectivement, 34,2% et 33,9% de la consommation totale. Durant cette période, le nombre d'abonnés s'est élevé à 39 263 (+2% en glissement annuel) et la puissance nominale installée a augmenté de 4% (pour atteindre 89 690 MW) dont +1% pour les centrales au gaz, +10% pour les centrales à cycle combiné et +10% pour les énergies renouvelables.





4. SEUIL DE PAUVRETE EN HAUSSE DE 69%.

Selon le Ministère du Travail, le seuil de pauvreté pour une famille de 4 personnes est passé de 45 410 000 IRR (en 2021-2022) à 77 000 000 IRR (en 2022-2023), soit une hausse de 69% en glissement annuel. Pour mémoire, le seuil de pauvreté pour l'année 1399 (2020-2021) était de 3 3850 000 IRR. Suite à la suppression du taux de change préférentiel pour l'importation de biens essentiels, les IPC des produits alimentaires et de santé ont connu une augmentation de plus de 50% en glissement annuel.

5. SANCTIONS DE L'UNION EUROPEENNE.

Le constructeur aéronautique iranien **HESA** (*Iran Aircraft Manufacturing Industries corp.*) a été ajouté, le 31 janvier, par l'Union Européenne à sa liste des entreprises sanctionnées en raison de leurs liens avec la Russie. Cette décision intervient dans le contexte de la fourniture par l'Iran de drones à la Russie, que Téhéran a commencé par nier avant de l'admettre implicitement, indiquant toutefois qu'il n'avait jamais été question de l'utilisation de ces UAV (*Unmanned Aerial Vehicles*) dans le conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine

6. EXPORTATIONS.

Selon le dernier rapport de l'administration iranienne des douanes, la valeur des produits « hors pétrole » exportés par l'Iran de mars à décembre 2022 avoisinerait les 43 Mds USD. **86% de ces exportations auraient pris la direction de 10 pays** : Chine, Irak, Turquie, EAU, Inde, Afghanistan, Pakistan, Oman, Indonésie et Russie (par ordre décroissant d'importance). **La Chine seule aurait absorbé 28%** des exportations iraniennes hors pétrole.

7. LE PARLEMENT RECOMMANDE UNE HAUSSE DES SALAIRES ET DES PENSIONS.

Selon son porte-parole, la Commission des affaires sociales du Parlement iranien recommanderait **une hausse de 30% des salaires des fonctionnaires**, mais aussi **une réévaluation de 40% des pensions** versées par les structures de protection sociale du pays. Ces décisions devraient pendre effet le mois prochain, après ratification du Parlement et du Conseil des Gardiens de la révolution.

8. INTERCONNEXION DES BANQUES CENTRALES RUSSES ET IRANIENNES.

Mohsen Karimi, le Vice-Gouverneur de la Banque Centrale iranienne pour les affaires internationales,

a révélé à l'agence Fars News, le 29 janvier, que les banques centrales russe et iranienne ont mis en place **un système de communication destiné à permettre à toutes les banques iraniennes - et à une centaine de banques dans les 13 pays** déjà connectés au système de la Banque centrale russe – de réaliser entre elles des transactions bancaires sécurisées.

ISRAËL

1. ELBIT SYSTEMS REMPORTE UN CONTRAT EN SUEDE.

La société israélienne d'électronique de défense Elbit Systems a annoncé que sa filiale Elbit Systems Sweden AB vient de remporter un contrat de 48 M\$ auprès de l'organisme suédois de matériel de défense (FMV). Elbit Systems fournira à l'armée suédoise des abris techniques à haute mobilité (THMS). Le contrat couvre une période de trois ans et comprend des options d'achats supplémentaires.

2. SECTEUR BANCAIRE : LE MINISTRE DES FINANCES POURSUIT SA POLITIQUE D'OUVERTURE A LA CONCURRENCE

Le nouveau Ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a annoncé que l'entreprise de cartes bancaires CAL-Israel Credit Cards (CAL) serait séparée de la banque israélienne Discount, qui la contrôle à hauteur de 72%, First International Bank of Israel détenant les 28% restants. Dans le cadre de sa politique visant à accroître la concurrence sur le marché bancaire et du crédit, le Ministre des Finances a imposé à la banque de se départir de sa filiale CAL. Cette décision a été prise sur recommandation d'un comité ad-hoc. Cette décision fait suite à celles qui avaient récemment forcé la Banque Leumi de se séparer de MAX et la banque Hapoalim d'Isracard.

3. IMPORTATIONS : PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LA CONCURRENCE.

Un projet de loi sur la concurrence a été déposé à la Knesset (commission des affaires économiques) par le gouvernement le 29 janvier (*Prohibition on hurting Parallel or Personal Imports -Temporary Order*). Il vise à amender la "*Economic Competition Law*" par un chapitre encadrant les activités des importateurs directs. Il s'agit de protéger les droits des importateurs parallèles contre certaines pratiques. En Israël, le manque de concurrence (on recenserait environ 120 monopoles de fait) est source principale d'un coût de la vie élevé et dont les conséquences

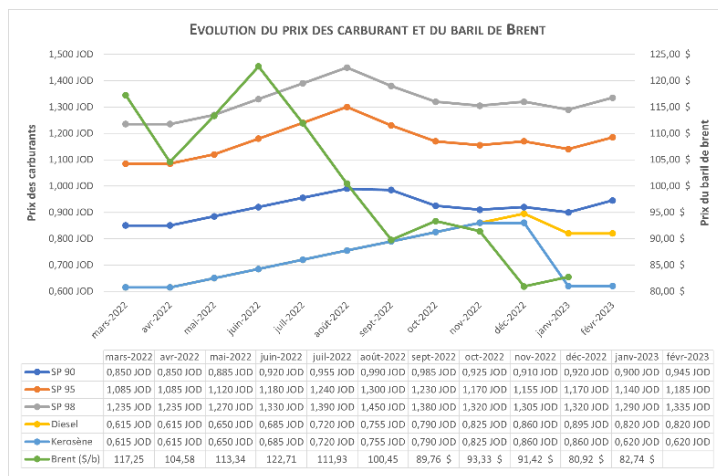


sociales sont frappantes. La discussion parlementaire aura lieu dans les prochains mois.

JORDANIE

1. HAUSSE DU PRIX DES CARBURANTS EN FÉVRIER 2023.

La commission de fixation des prix du Ministère de l'Énergie a annoncé l'augmentation du prix de certains carburants pour le mois de février. Les prix de l'essence SP90, 95 et 98, augmenteront de 0,045 JOD (+0,06 USD). Les prix du diesel et du kérosène restent inchangés, conformément à la directive royale. Pour rappel, la Jordanie avait été frappée par des manifestations d'ampleur au mois de décembre (suscitées notamment par la hausse importante des prix des carburants) qui avaient entraîné une baisse de leurs prix en janvier ainsi que le gel d'une taxe fixe sur le kérosène (utilisé par les ménages les plus vulnérables comme moyen de chauffage durant l'hiver).



2. BONNE PERFORMANCE DES EXPORTATIONS SUR LES ONZE PREMIERS MOIS DE 2022.

Selon le DoS, le déficit commercial a augmenté de +26,8 % sur les onze premiers mois de 2022 par rapport à la même période de 2021 pour atteindre 9,9 Mds JOD (13,9 Mds USD). Cette augmentation résulte d'une hausse des importations de +30,4 % dont la valeur a atteint 18 Mds JOD (25,3 Mds USD) sur la période janvier-novembre 2022 due aux produits pétroliers (18 % des importations, +54,6 %), aux bijoux et pierres précieuses, aux véhicules et machines mais aussi aux céréales. Quant aux exportations, elles ont augmenté de +35,2 % pour atteindre 8,1 Mds JOD (11,4 Mds USD) sur la même période, tirées par les vêtements (19,1 % des

exportations nationales, +20,2 %), les engrais (13,9 % des exportations nationales, +32,7 %), la potasse brute (13 % des exportations nationales, +118,1 %) et le phosphate brut (9,8 % des exportations nationales, +126,8 %).

3. MODIFICATION DU « DEFENSE ORDER » SUR LES SANCTIONS JUDICIAIRES DES EMPRUNTEURS EN DÉFAUT.

Le Premier Ministre, Bisher Khasawneh, a modifié le Defense Order N°28 de 2021 sur l'emprisonnement des emprunteurs faisant défaut, désormais valide jusqu'au 30 avril 2023. Avant la modification, les emprunteurs faisant défaut étaient emprisonnés s'ils devaient des sommes supérieures à 100 000 JOD (141 000 USD). L'amendement vient d'abaisser ce seuil à 20 000 JOD (28 200 USD). Il en est de même pour ceux qui ont émis des chèques sans provision, le seuil passant de 100 000 JOD (141 000 USD) à 20 000 JOD (28 200 USD). Le nombre total de personnes recherchées dans ce genre d'affaires est de 157 367, dont 137 715 personnes dont la dette est inférieure à 20 000 JOD (19 652 personnes risquent alors l'emprisonnement) et 30 669 personnes sont recherchées pour avoir émis des chèques sans provision, dont 13 151 pour des montants de plus de 20 000 JOD.

LIBAN

1. LA BANQUE CENTRALE ADOPTE UN NOUVEAU TAUX DE CHANGE OFFICIEL DE 15 000 LBP POUR 1 USD.

La Banque du Liban a adopté le 1^{er} février un taux de change officiel de 15 000 LBP/1 USD, abandonnant ainsi le taux de 1 507,5 LBP/1 USD en vigueur depuis 25 ans. Ce changement devrait avoir un impact sur les banques libanaises, qui vont devoir adapter la comptabilité et la valorisation de leurs bilans au nouveau taux, tout en disposant d'un délai de transition de 5 ans pour ajuster leur bilan et compenser les pertes liées à la dégradation de la valeur de certains de leurs actifs.

Cette décision constitue une première étape vers l'unification des taux existants, désormais au nombre de trois : le taux officiel (15 000 LBP/1 USD), le taux de la plateforme *Sayrafa* (qui a été modifié le 01/02/23, passant de 38 000 à 42 000 LBP/1 USD) et le taux parallèle (64 000 LBP/1 USD le 02/02/23). Les retraits plafonnés des dépôts en dollars gelés se feront dorénavant au nouveau taux officiel, ce qui



marque la suppression des taux intermédiaires de 8 000 et 12 000. En théorie, l'impact sur l'économie libanaise de cette décision devrait être limité, dans la mesure où : (i) la quasi-totalité des taxes sont d'ores et déjà calculées depuis fin 2022 au taux de 15 000 LBP/1 USD ; (ii) la plupart des transactions sont effectuées au taux du marché parallèle et (iii) l'économie est de plus en plus dollarisée.

2. GAZ OFFSHORE : QATAR ENERGIE DEVIENT LE 3^{ÈME} PARTENAIRE DU CONSORTIUM

Qatar Energy a rejoint officiellement, le 29 janvier, le consortium détenant les licences d'exploration-production des blocs gaziers *offshore* 4 et 9. L'entreprise qatarienne devient ainsi le 3^{ème} partenaire du consortium, en remplacement de l'entreprise russe Novatek (20%) qui avait décidé mi-2022 de quitter le consortium. Qatar Energy détient désormais une participation de 30% dans le consortium, aux côtés de TotalEnergies (opérateur, 35%) et ENI (partenaire, 35%). Le forage d'un premier puit d'exploration devrait être effectué dans le bloc 9 par TotalEnergies au cours de l'année 2023.

3. HAUSSE DU DEFICIT COURANT AU 1^{ER} SEMESTRE 2022.

D'après les derniers chiffres de la balance des paiements publiés par la Banque du Liban, le déficit courant s'est élevé à 3 Mds USD au 1^{er} semestre 2022, en hausse de 39% par rapport au 1^{er} semestre 2021 (-2,2 Mds USD). Cette augmentation est due en grande partie à un déficit commercial accru (+42,6%, -6,2 Mds USD), qui n'a pas été compensé par une augmentation des recettes touristiques nettes (+86%, 2,2 Mds USD) ou par une légère hausse des envois de fonds des expatriés (+1,5%, 3,1 Mds USD). En parallèle, le compte financier affiche un excédent de 2,7 Mds USD (+35%), notamment dû à des investissements étrangers importants dans le secteur immobilier. Enfin, les dons étrangers sont en chute, provoquant une baisse de l'excédent du compte de capital (-66%, 159 M USD), qui atteint son niveau le plus bas depuis le premier semestre 2012.

PALESTINE

1. AMÉLIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN 2022.

Les résultats de l'indice PMA du cycle économique font état d'une nette amélioration de l'indice global

pour la Palestine, qui est passé de -5,7 points en janvier 2022 à 4,9 points en janvier 2023.

En Cisjordanie, l'indice global est passé de -0,6 points en janvier 2022 à 7,6 points en janvier 2023. L'industrie (de 0,7 à 3,4 points) et l'agriculture (de 0,4 à 2,2) ont été les deux principaux moteurs de cette progression. Dans l'ensemble, les entreprises interrogées en Cisjordanie ont signalé des niveaux de production stables.

Dans la bande de Gaza, l'indice global est passé de -31,9 points en janvier 2022 à -9,3 points en janvier 2023, en raison de la hausse de l'indice de la construction (de -10,1 à -2,9) et de l'indice du commerce (de -15,8 à -10,1). L'indice pour l'industrie s'est établi à 3,6 points contre -4,3 en janvier 2022. Pour autant, les entreprises y anticipent un recul du niveau de production pour les trois prochains mois.

2. REcul DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2022.

Calculé « hors arriérés de paiement », le montant de la dette publique palestinienne a été ramenée de 3,85 Md USD fin décembre 2021 à 3,55 Md USD fin décembre 2022 (-7,8%). La dette domestique (de 2,53 Md USD fin décembre 2021 à 2,24 Md USD fin décembre 2022) et la dette extérieure (de 1,32 Md USD fin décembre 2021 à 1,30 Md USD fin décembre 2022) sont également en baisse.

Cette réduction de la dette publique s'explique par la progression des recettes fiscales, la diminution des dépenses extraordinaires liées à la covid-19 ainsi que par les efforts de rationalisation budgétaire entrepris. Pour autant, près de la moitié des fonctionnaires ont été payées à hauteur 80 % de leur salaire en 2022 du fait des difficultés budgétaires de l'Autorité palestinienne.

Avec 16 M€ en 2022, la France est un des principaux contributeurs au budget palestinien, avec l'Union Européenne, la Banque mondiale, la Norvège et l'Algérie.

3. FORTE HAUSSE DE L'INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION.

L'indice général des prix à la production (IPP) en Palestine a enregistré une forte augmentation de 7,43 % en 2022 par rapport à l'année précédente.

Sans surprise, les prix de l'énergie (12,76 %), sont responsables d'une partie significative de cette hausse. Pour autant, les prix ont progressé dans l'ensemble des secteurs, comme celui de la pêche



(12,26%), de l'eau et de l'assainissement (6,31%), ou de l'industrie manufacturière (4,78 %).

Les importations ont augmenté de 18 % en 2022 par rapport à 2021. Les importations en provenance d'Israël ont représenté 57 % de la valeur totale des importations.

SYRIE

1. REPRISE PARTIELLE DE L'ACTIVITE FERROVIAIRE.

L'Organisation des Chemins de Fer syriens (SRO) a constaté une reprise de son activité en 2022 par rapport à 2020 (les données de l'année 2021 étant manquantes), avec 600 000 passagers (+127%) et 900 000 tonnes (+26%) de marchandises transportées. Ces chiffres restent toutefois bien en deçà des niveaux pré-conflit, avec 3,5 millions de passagers et 8,5 millions de tonnes de marchandises enregistrés en 2010. La principale barrière à la réhabilitation du secteur ferroviaire syrien (dont 60% aurait été endommagé lors des conflits) reste le manque de financement, malgré les intérêts exprimés par des pays tels que la Russie, l'Iran et la Chine.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

REDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH